

Chapitre 7

Population et espace rural

Gastineau B., Rakotoson L.

Dans les agricultures faiblement mécanisées, comme le sont celles de la majorité des pays africains, l'appropriation foncière et la disponibilité de la main-d'œuvre représentent les deux facteurs majeurs du développement agricole. L'effectif de la population rurale et sa répartition sur un territoire sont donc deux données essentielles de la mise en valeur agricole des économies africaines.

Madagascar connaît actuellement une croissance démographique sans précédent. L'île reste un pays dont la majorité de la population vit en zone rurale et dépend des activités agricoles. L'analyse des effectifs de la population rurale et de sa répartition dans l'espace permet de mieux comprendre les enjeux de peuplement. Alors que Madagascar a longtemps été considérée comme « sous-peuplée », aujourd'hui les pouvoirs publics et les organisations internationales s'inquiètent de la croissance démographique rapide. La pression sur l'espace, sur les ressources et notamment sur les terres arables n'est pas ressentie de la même façon selon l'époque ou le lieu. De même, les solutions proposées à une pression jugée trop forte sont diverses : intensification de l'agriculture, déplacement des populations vers les villes ou d'autres zones rurales moins peuplées, etc.

Il s'agit ici d'analyser le rapport entre la population et l'espace agricole à Madagascar de la période précoloniale à aujourd'hui, afin de montrer que le lien entre la démographie et le développement rural passe par différentes interfaces qui ne peuvent pas se résumer à des densités de population. Tout un ensemble de données contextuelles (historiques, politiques, économiques, etc.) doivent être prises en compte pour comprendre la situation actuelle.

1. L'époque précoloniale

L'évolution de la population malgache pendant le siècle qui a précédé la colonisation française est mal connue. Les rares sources disponibles sont souvent contradictoires. Néanmoins, confrontant divers documents écrits au cours du XIX^e siècle, Campbell (1991) tente de reconstituer l'évolution de la population entre 1818 et 1900. En début de période, la population avoisinerait les 2 millions et en 1900, il n'y aurait guère plus de 2,5 millions d'individus sur l'île. La croissance de la population est à cette époque très largement limitée par une

mortalité élevée, le XIX^e siècle est en effet marqué par de nombreuses famines et épidémies (paludisme, choléra, typhoïde, variole, etc.).

La population reste donc peu nombreuse et la densité faible : à la fin du XIX^e siècle, on compte moins de 4 habitants au kilomètre carré (Campbell, 1991). Les terres fertiles du Sud-Est connaissent des densités de population supérieures à la moyenne (10 hab./km²). C'est sur les Hauts Plateaux et surtout en Imerina que la densité est la plus élevée, pouvant atteindre 20 hab./km² en zone rurale et environ 100 hab./km² dans la capitale.

La quasi-totalité de la population vit en milieu rural. Seules la capitale, Antananarivo, et quelques villes, notamment portuaires, peuvent être qualifiées de zone urbaine. A l'inverse des zones rurales, Antananarivo voit sa population augmenter de façon significative au cours du XIX^e siècle : elle comptait moins de 20.000 habitants en 1820 et un peu plus de 43.000 en 1900 (Campbell, 1991 ; Gendreau, 1972). La croissance démographique de la capitale s'explique par l'arrivée de migrants venant des régions rurales. En 1900, Madagascar ne compte que deux centres urbains de plus de 5000 habitants : Antananarivo (43.000 habitants) et Tamatave (7000 habitants) (Gendreau, 1972). Au total moins de 3% de la population totale habite en ville.

Les zones rurales sont donc très faiblement peuplées, mais compte tenu de l'environnement peu favorable de certaines régions et des techniques de production agricole peu productives, il semble qu'au XIX^e siècle certaines contrées aient déjà atteint leur densité maximale. L'absence de voie de communication, d'organisation du territoire, l'isolement d'une grande partie de la population rurale soumise à de forts aléas climatiques, et donc à de fortes variations de production agricole, expliquent que des campagnes faiblement peuplées soient fréquemment touchées par des famines particulièrement meurtrières tout au long du siècle.

Cependant, le monde rural malgache est loin d'être homogène. Dès le début du XIX^e siècle, l'Imerina se distingue des autres régions par une mise en valeur agricole des terres bien plus importante que dans le reste du pays. Le Roi Andrianampoinimerina (1787-1810), seul propriétaire des terres de son royaume et seul maître du travail et de la vie de ses sujets, fait de l'aménagement des plaines autour d'Antananarivo l'une de ses priorités pour lutter contre les famines récurrentes : « Mon seul ennemi c'est la famine et celui qui ne travaille pas ouvre à l'ennemi les portes du pays. Les racines de manioc sont mes soldats dans la bataille contre la famine. Plantez du riz et mettez beaucoup de fumier, plantez aussi du manioc, des patates, du maïs, des haricots... » (Andrianampoinimerina cité in Bastian et Groizon, 1960).

L'une des contraintes pour réaliser les aménagements nécessaires pour la culture rizicole, comme les réseaux hydrauliques, fut de trouver la main-d'œuvre en nombre suffisant. Andrianampoinimerina a multiplié les initiatives pour que l'ensemble de la population travaille sur les plaines rizicoles. Les mesures décidées par le Roi étaient plus ou moins coercitives : récompenses pour les meilleurs producteurs, distribution d'*angady*¹, peines sévères pour ceux qui refusaient de travailler, corvées obligatoires, etc.

Sur les plaines irriguées, la riziculture Merina disposait dès le début du XIX^e siècle de techniques élaborées qui furent ensuite négligées ou complètement oubliées (Raison, 1972). Le degré d'évolution technique variait selon la densité de population : plus la densité était forte, plus les techniques de production rizicole étaient raffinées (Raison, 1972). L'irrigation des pépinières et des rizières ainsi que l'entretien régulier des aménagements étaient coûteux en temps de travail et cela nécessitait que la population soit organisée et nombreuse. Ces conditions n'étaient réunies que dans les alentours d'Antananarivo, territoire sous le contrôle du Roi Andrianampoinimerina. Dans le reste de l'île, les populations peu nombreuses ont conservé des techniques de production traditionnelles.

Sous le règne du roi Radama I^{er} (1810-1828), puis de la reine Ranavalona I^{er} (1828-1861), l'organisation de l'espace rural et de sa population vont être quelque peu modifiées. Aidé par les Anglais, Radama I^{er} continue l'œuvre de son père Andrianampoinimerina, c'est-à-dire

¹ Sorte de bêche.

l'agrandissement et l'organisation du royaume, jusqu'à être reconnu roi de toute l'île. La dispersion de la population dans l'espace rural devient alors un obstacle important à l'autorité de Radama I^{er} puis de Ranavalona I^{er}. Le roi puis la reine vont tenter de créer des voies de communication et de concentrer les populations autour de ces voies afin de mieux contrôler le territoire du point de vue économique et politique. Des villages de colons sont même créés de toutes pièces notamment sur la route du Sud (Behenja, Ambatolampy, Ampitatafika, Antanifotsy, etc.) (Raison, 1984). Des terres étaient attribuées aux colons, mais de façon révoicable, ce qui ne les encouragerait pas à s'établir définitivement. Les villages ont néanmoins prospéré grâce à l'arrivée d'autres populations comme les esclaves à qui l'on a attribué des terres. D'autres villages ont ainsi été érigés pour fournir à la royauté le bois, le fer, le charbon (Raison 1984). De plus, des migrations importantes ont été observées vers les ports conquis par le pouvoir royal (Mahajanga 1823, Foulpointe 1824, Fort Dauphin 1825) permettant l'exportation du riz et du bétail et l'importation d'armes et de tissus.

Cette nouvelle organisation du territoire rural autour d'axes de communication ne doit pas faire oublier que pendant cette même période, les campagnes malgaches ont connu de fortes migrations internes qui allaient à l'encontre du projet de la royauté visant à mieux contrôler l'espace. En effet, une population nombreuse a fui le pouvoir royal, notamment les impôts fonciers particulièrement élevés, en s'éloignant de la capitale, centre de la royauté (Raison, 1984).

De nouveau, le faible effectif de la population malgache et sa grande dispersion apparaissent comme un obstacle aux projets royaux. Le manque de main-d'œuvre rend difficile le développement de la production agricole et industrielle du pays et la construction de voies de communication. La demande en main-d'œuvre augmente rapidement tant pour renforcer l'armée que pour créer de nouvelles plantations sur les côtes Est ou pour exploiter les richesses minières (Campbell, 1988). Pour tenter d'y remédier, Radama I^{er} va intensifier le *fanompoana*, système de corvée obligatoire. La main-d'œuvre gratuite est aussi constituée d'esclaves. Il faut rappeler qu'en 1820, l'importation d'esclaves est interdite et que la classe des esclaves est constituée dès lors par des Malgaches qui ont été faits prisonniers au cours des conquêtes royales. Entre 1830 et 1847 sous le règne de Ranavalona I^{er}, on estime que près de 90.000 individus ont été ainsi réduits au statut d'esclave (Campbell, 1988).

Cependant, les corvées obligatoires dues au pouvoir royal vont avoir des effets particulièrement désastreux sur l'agriculture malgache. Les corvées royales qui pèsent sur les hommes libres privent le monde rural Merina de la main-d'œuvre agricole. Les hommes qui ont l'obligation de venir travailler sur les terres royales autour de la capitale délaissent leurs propres terres et de nombreux réseaux hydrauliques vont ainsi être abandonnés, ayant de lourdes conséquences sur les rendements agricoles. Malgré la croissance du nombre d'esclaves qui viennent prêter main forte pour les cultures rizicoles de l'Imerina, l'effectif est loin d'être suffisant et « le bel aménagement des plaines de Tananarive avait ainsi atteint en 1895, un état de délabrement dangereux et les superficies cultivables s'étaient sans conteste, réduites » (Raison, 1972, p.424).

Avant la période coloniale, l'effectif de la population malgache est faible et surtout en faible croissance. La population réside principalement en zone rurale sur un territoire relativement vaste. Ceci n'exclut pas que localement, certaines populations aient eu à faire face à des situations de saturation foncière. L'isolement, l'absence de voies de communication, les facteurs environnementaux et les techniques de production ont pu rendre difficile la conquête de nouvelles terres. Néanmoins, de manière générale, c'est davantage le faible effectif de la population qui est perçu comme un obstacle majeur à la mise en culture et en valeur de nouvelles terres agricoles. La colonisation va modifier la situation de la population rurale et la gestion des espaces ruraux à plusieurs titres.

2. La colonisation française (1896-1960)

La question de la faiblesse des effectifs de la population et des densités dans beaucoup de zones rurales va être une préoccupation majeure pendant la colonisation française. Pendant le protectorat (1885-1895), les Français envoyés à Madagascar pour faire l'inventaire des richesses naturelles et pour décrire les populations mettent en garde l'Etat français sur les contraintes démographiques qui rendent difficile l'exploitation des grands espaces qu'offre Madagascar.

Ainsi, en 1894, Grandidier écrit : « qu'il me soit permis, en terminant, de conseiller aux colons des entreprises agricoles de se garder avec soin des illusions que pourrait leur donner la fertilité durable du canton où ils projetaient de s'établir [...] parce qu'ils pourraient avoir à regretter, comme tant d'autres d'avoir défriché à grands frais et mis en valeur des terres d'une fertilité peu durable ou même le plus souvent nulle, sans compter que la main-d'œuvre y est et y sera longtemps encore rare » (1894, p.8). Piolet fait le même constat en faisant la liste des contraintes à la mise en valeur de l'espace agricole : « Reste un troisième obstacle, peut-être le plus difficile à surmonter : le petit nombre de travailleurs. Il tient à la rareté des habitants, Madagascar n'en a pas 5 millions, et il y aurait place tout de suite pour 25 millions [...]. Au besoin ne serait-il pas possible d'introduire de la main-d'œuvre du dehors que l'on ne rencontrerait pas sur place ? » (1896, p.25).

Ce problème est d'autant plus important que l'effectif de la population rurale augmente faiblement jusqu'en 1940. Entre 1900 et 1940, la population rurale a crû de 1,7 million (tableau 1). La population malgache vit encore très majoritairement en zone rurale, le taux d'urbanisation n'est que de 10% en 1960. La mortalité reste très élevée surtout dans les campagnes. Le paludisme, la variole continuent à faire des ravages et de nouvelles épidémies émergent, comme la peste. Ce n'est qu'au milieu du XXe siècle avec la diffusion des vaccins et avec des moyens importants consacrés à la lutte antipaludique que la mortalité recule et que l'état de santé de la population s'améliore permettant alors une croissance démographique plus soutenue. Entre 1950 et 1960, l'effectif de la population rurale croît ainsi de presque 850.000 habitants.

Tableau 1 : Evolution des effectifs de la population rurale entre 1900 et 1960

Année	1900	1905	1910	1915	1920	1925	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960
Population rurale	2 050	2 425	2 772	3 136	3 241	3 294	3 463	3 509	3 705	3 838	3 854	4 144	4 694

Source : INSRE, in *Andrianarivelo, Randretsa*, 1985

Pendant la colonisation, la densité reste faible. En 1911, on compte 4,8 habitants au kilomètre carré. Sur un tiers du territoire, la densité est inférieure à 2 habitants au kilomètre carré et elle ne dépasse les 20 habitants que sur une très faible part de l'île (environ 5% de l'espace total) (De Martonne, 1911). Les centres importants de population sont les quatre régions des Hauts Plateaux : Antananarivo, Ambositra, Antsirabe et Fianarantsoa. Les villes ou bourgs sont certes densément peuplés mais les alentours de ces centres sont le plus souvent déserts. La deuxième zone de peuplement se situe sur la Côte Est, de Tamatave à Vangaindrano. Les territoires de l'Ouest, de Morondava à Mahajanga, sont très peu peuplés, avec moins de 2 habitants au kilomètre carré. En 1936, la densité passe à 6,4 habitants au kilomètre carré mais la répartition de la population a peu changé, il y a toujours de très fortes disparités avec une succession d'espaces vides et de terres densément peuplées (Chevalier, 1952).

La colonisation agricole, encouragée par les autorités coloniales va donc être difficile du fait de cette population rurale en faible effectif. Elle nécessitait d'abord la construction d'infrastructures. Au XIX^e siècle, la circulation des biens et des produits agricoles se faisait en très grande partie par porteurs. Le pouvoir royal, par peur de l'invasion européenne aurait limité les voies et les moyens de communication et développé un système de portage avec des esclaves et le travail forcé (*fanompoana*) (Campbell, 1980). En 1896, on compte environ 60.000 esclaves porteurs (Campbell, 1988). C'est donc un pays quasiment vierge de moyens de communication que les colons entreprennent d'équiper. Ils vont petit à petit mettre en place un système de transport moderne : des routes et le train. Cependant, compte tenu de l'immensité du pays, du manque de moyens et surtout du manque de main-d'œuvre pour réaliser les grands travaux, des régions entières restent inaccessibles malgré leur potentiel agricole. « Le manque de main-d'œuvre a considérablement ralenti les travaux, auxquels les faibles densités et la dispersion de la population enlevaient par ailleurs toute urgence et apparemment toute justification. Mais en revanche, l'inexistence ou l'insuffisance de ces travaux favorisaient cette stagnation économique et démographique à la base qui caractérise jusqu'à une époque récente, l'évolution de l'équipement à Madagascar » (Chevalier, 1952, p.107). Le système de portage va disparaître peu à peu mais en 1940, entre 40.000 et 50.000 adultes ruraux sont encore porteurs, soit un vingtième de cette catégorie de la population (Commissariat Général au Plan, 1962).

La mise en valeur des terres agricoles, l'exploitation des ressources minières et les grands travaux publics se heurtent donc à la difficulté de recruter des travailleurs. Les autorités vont tenter d'augmenter les effectifs des actifs. Dans ce but, différentes mesures vont être prises pour stimuler la croissance démographique. Grandidier (1920, p.221) écrivait : « Une question vitale pour la colonie est sa force de travail [...]. Comment le nombre de Malgaches peut-il être augmenté ? La réponse est relativement simple. La mortalité infantile excessive doit être stoppée. Parmi les adultes, la variole, le paludisme, la syphilis, la tuberculose et les autres épidémies doivent être combattus. Les maladies contagieuses comme la lèpre doivent être isolées et les conditions générales de vie doivent être améliorées ».

Des moyens importants ont été consacrés à la lutte contre les maladies infectieuses et contagieuses : création de l'Institut Pasteur de Madagascar en 1900, ouvertures de dispensaires, campagnes de vaccination contre la variole, distribution de prophylaxies contre le paludisme, traitement de plusieurs centaines de milliers d'habitants au D.D.T. contre les moustiques, etc. (Merlin *et al.*, 2003 ; Chevalier, 1952). Ensuite, l'esclavage va être aboli dès 1896 pour rendre disponible une main-d'œuvre jusque là servile. En 1896, 500.000 esclaves sont libérés (Campbell, 1988). On incite les affranchis à rester sur les exploitations agricoles au moyen de contrats de travaux passés avec les anciens maîtres (Cahuzac, 1900). Dans le même temps, les autorités instituent sur la base du *fanompoana*, un impôt direct de cinquante puis de trente jours de travail (arrêtés des 21 janvier 1896 et 19 janvier 1897). Les contribuables sont réquisitionnés non seulement pour des travaux d'intérêt collectif mais aussi dans des entreprises privées, notamment dans les exploitations de la Côte Est (Harovelo, 1995). L'obligation du travail forcé va durer jusqu'en 1946 (loi du 11 avril 1946), l'impôt devant dorénavant être payé uniquement en numéraire.

Durant la colonisation, divers projets de mise en valeur agricole ont vu le jour dans lesquels la question démographique est centrale. Une étude du Bureau pour la Production Agricole Outre-Mer (BDPA, 1956) tente de faire le point sur les perspectives de mise en valeur de l'Ankaizinana. L'étude conclut en premier lieu que les réserves foncières en termes de terres arables et de pâturages sont immenses dans la région : « sur les bases indiquées, en tout cas, les réserves actuelles pourraient pourvoir aux besoins de 135.000 âmes, soit plus de 7 fois leur population actuelle, qui approche de 19.000 âmes » (BDPA, 1956, p.150). Compte tenu du potentiel économique très important de cette région, le BDPA préconise d'en faire une région d'immigration.

Le BDPA propose de s'approprier des terres sur lesquelles il implante les colons en leur fournissant diverses aides techniques. Il s'agit d'abord d'accueillir des familles proches des populations originaires de la région. Il envisage alors « l'Ankaizinana comme territoire

d'absorption des excédents du reste du pays Tsimihety » (1956, p.421) mais aussi éventuellement des étrangers. En 1941, la crainte de la surpopulation dans l'île de la Réunion amena les pouvoirs publics à encourager les migrations (Sandron, 2007), notamment vers Madagascar, et à envisager l'Ankaizinana comme une zone d'implantation de familles réunionnaises. Il s'agissait, d'une part, de soulager certaines régions handicapées par une pression démographique trop forte et, d'autre part, de faire venir dans l'Ankaizinana la main-d'œuvre agricole qui manquait pour le développement de la région.

Cependant, les migrations de population sont difficiles à organiser et même quand les migrants arrivent dans des espaces quasiment vides. La région de la Sakay est un bon exemple. Ce sont des familles réunionnaises qui ont été installées dans ces zones rurales du Moyen Ouest sous l'égide et avec l'aide du BDPA (création de voies de communication, de marchés, encadrement technique, dons de matériels agricoles, etc.). Les résultats de ces fermes modèles sont probants et rapidement les autorités ont souhaité diffuser les innovations techniques testées dans les exploitations réunionnaises aux autres exploitations plus traditionnelles de la région (Ottino, 1964). Cet apparent succès de colonisation agricole sera en fait un échec à plusieurs niveaux. L'évolution rapide de la Sakay qui a abouti à la disparition des modes de gestion de l'espace et des économies traditionnels a généré des antagonismes sociaux très forts (Ottino, 1964). Elle a remis en cause les autorités traditionnelles peu favorables à l'innovation et a entraîné des conflits, exacerbés par l'arrivée massive de migrants. Les exploitants de la Sakay ont en effet eu besoin de nombreux salariés agricoles, car la main-d'œuvre recrutée sur place était loin d'être suffisante et de nombreux migrants ont été sollicités. Parmi eux, certains se sont fixés définitivement dans la Sakay. Ils furent suffisamment nombreux pour que, rapidement, on observe une pression démographique importante sur les terres. La rareté de la terre commença à se faire sentir et il y eut une forte concurrence entre les nouveaux arrivants et les populations natives de la Sakay (Ottino, 1964).

Les échecs économiques de la colonisation européenne (dans la Sakay mais aussi dans certaines plantations de la Côte Est) ont conduit l'administration coloniale à encourager ensuite la production indigène en dotant les paysans de lopins de terres pour y cultiver des cultures de rente, comme le café, adjointes aux cultures vivrières dans les régions peuplées (Raison, 1973). Pour expliquer la difficulté de conquérir de nouvelles terres à Madagascar, comme ailleurs en Afrique, Raison (1973) note que « la terre neuve doit donc être peuplée rapidement mais non brutalement ; elle doit l'être de manière telle que les colons prennent conscience personnellement et donc assument les conséquences de cette croissance démographique. Ceci n'est possible que par une colonisation spontanée que l'Etat s'efforce d'encourager et d'orienter par des mesures appropriées [...]. A l'accroissement de la population doit se combiner une évolution des techniques : il faut alors saisir à partir de quel seuil de densité des divers modes d'intensification deviennent possibles et souhaités par les immigrants » (p.397).

L'aménagement et la colonisation agricole de l'espace rural malgache par les autorités coloniales françaises se sont heurtés à de nombreux obstacles parmi lesquels la faiblesse de la population et son inégale répartition sur le territoire. Des zones à fort potentiel agricole convoitées par les colons sont restées vides faute de voies de communication et de paysans et inversement dans certaines régions dont l'accessibilité était facile, la pression sur les ressources s'est accrue, notamment dans la région des Hauts Plateaux qui dispose à elle seule de la moitié des rizières irriguées de l'île (Commissariat Général au Plan, 1962).

L'impact de la colonisation sur la dynamique démographique est difficile à mesurer mais les efforts consentis en termes d'infrastructures sanitaires ont été de ce point de vue bénéfiques à la population et ont largement contribué à la baisse de la mortalité et donc à l'accroissement sans précédent de la population qui débutera avec l'indépendance.

3. La population rurale après 1960 en forte croissance

Après l'indépendance, la croissance démographique s'accélère. Le taux de croissance annuel de la population passe le seuil des 2% au début des années 1960. En 1966, l'effectif de la population malgache est de 6,2 millions. La baisse de la mortalité observée depuis 1950 continue et au recensement de 1975, Madagascar compte 7,6 millions d'habitants. En 1993, le seuil des 12 millions est dépassé et en 2004, la population atteint le chiffre de 18 millions. Le taux d'accroissement atteint alors 3% (Razafimanjato *et al.*, 2001).

En 1960, Madagascar compte 24 centres urbains de plus de 5000 habitants (Gendreau, 1972). Les villes se situent pour la plupart à l'Est d'une ligne Mahajanga-Fianarantsoa. A l'Est de cette ligne, se trouvent les régions fertiles, bien cultivées et donc peuplées ; à l'Ouest, l'élevage prédomine, ce sont des régions moins riches et moins peuplées (Commissariat Général au Plan, 1962).

Après 1960, le taux d'urbanisation augmente régulièrement. Toutefois, en 2005, la population reste très majoritairement rurale. Seul environ un quart de la population totale vit en zone urbaine en 2005, contre un dixième en 1960 (tableaux 2 et 3). La croissance démographique de la population urbaine est due aussi en partie à des changements dans la définition de l'urbain. En 2005, ce sont donc au total plus de 13 millions d'individus qui vivent dans les campagnes malgaches.

**Tableau 2 : Evolution de la population rurale entre 1965 et 2005.
Proportion de la population rurale dans la population totale (%)
et effectifs de la population rurale (milliers)**

	Population rurale (%)	Effectifs de population rurale (milliers)
1965	87,6	5 357
1970	85,9	5 960
1975	83,6	6 604
1980	81,4	7 364
1985	79,0	8 222
1990	76,4	9 136
1995	74,5	10 274
2000	74,0	11 818
2005	73,0	13 436

Source : United Nations, 2004a

**Tableau 3 : Taux moyen de croissance annuelle
de la population rurale et urbaine par période quinquennale (1960-2005)**

	Population rurale (%)	Population urbaine (%)
1960-1965	2,11	5,53
1965-1970	2,13	5,13
1970-1975	2,05	5,67
1975-1980	2,18	5,19
1980-1985	2,20	5,21
1985-1990	2,11	5,12
1990-1995	2,35	4,41
1995-2000	2,80	3,33
2000-2005	2,57	3,61

Source : United Nations 2004b

Le taux de croissance de la population rurale est inférieur à celui de la population urbaine sur toute la période 1960-2005. Cependant, les dynamiques démographiques ne sont pas tout à fait les mêmes. Les comportements démographiques (migration, fécondité) se distinguent clairement d'un milieu à l'autre.

Les migrations rurales vers la ville sont relativement peu nombreuses. Le phénomène d'urbanisation rapide observé dans de nombreux pays africains n'a pas eu lieu à Madagascar. Citons l'exemple du Kenya, du Tchad, du Burkina Faso et du Soudan qui en 1960 avaient des taux d'urbanisation inférieurs à celui de Madagascar et qui en 2005 sont nettement plus urbanisés que la Grande Ile (respectivement 42%, 44%, 46% et 41% contre 27% à Madagascar) (United Nations, 2004a). On dispose de peu de données sur la mobilité des populations, phénomène difficile à observer. Les résultats du recensement de 1993 montraient néanmoins que la population malgache est peu mobile en comparaison de celle des autres pays d'Afrique subsaharienne : seuls 16% des Malgaches vivaient en 1993 hors de leur *fi vondronana* de naissance (INSTAT, 1997). Les trois *faritany* pourvoyeurs de migrants sont Fianarantsoa, Antananarivo et Tuléar. Les trois *faritany* de destination privilégiée sont Antananarivo, Mahajanga et Tamatave (INSTAT, 1997).

Il est intéressant de noter que les migrations internes ne s'effectuent pas exclusivement des zones rurales vers les zones urbaines : la moitié des migrants vont s'installer en milieu rural. D'une manière générale, les *fi vondronana* qui attirent sont ceux qui disposent de zones agricoles de production ou d'élevage avec une bonne accessibilité et les zones d'implantation industrielle (INSTAT, 1997). À l'opposé, les *fi vondronana* qui ont des soldes migratoires négatifs sont ceux qui sont les plus enclavés et ceux où la pression sur la terre est très forte. C'est le cas par exemple de certains *fi vondronana* du Vakinankaratra (Antsirabe, Ambatolampy, Antanifotsy) qui font face à une insuffisance de terre et à une saturation de la demande en main-d'œuvre. Ce schéma migratoire général de 1993 est le même que celui observé lors du recensement de 1975. La migration joue un rôle peu important dans la répartition de la population sur le territoire malgache : elle se caractérise avant tout par une forte stabilité résidentielle (INSTAT, 1997). La migration ne joue pas le rôle que l'Etat pourrait attendre d'elle dans son souci d'aménagement du territoire et des régions agricoles à fort potentiel économique restent sous exploitées faute de population (INSTAT, 1997).

La forte croissance de la population rurale s'explique principalement par le maintien d'une forte fécondité tandis que la mortalité continue à diminuer. Le solde entre le nombre de naissances et le nombre de décès est largement positif. L'indice synthétique de fécondité est de 6,7 enfants par femme en 1992 et 1997 et de 5,7 enfants par femme en 2003 (INSTAT, Macro International Inc., 1998 ; INSTAT ORC Macro, 2005). Malgré la baisse récente, le niveau de fécondité y reste élevé et bien supérieur au milieu urbain qui est de 3,7 enfants par femme en 2003 (INSTAT ORC Macro, 2005).

La mortalité ne diminue que lentement depuis l'Indépendance. Les crises politiques et économiques traversées par Madagascar au cours des années 1970 et 1980 ont même eu pour effet de faire augmenter la mortalité entre 1975 et 1985. Le pays a retrouvé au début des années 1990 son niveau de 1960 (Régnard, 2003). Au moment du recensement de 1993, dernière date à laquelle nous disposons de données selon le milieu de résidence, l'espérance de vie en milieu rural était de 51 ans.

Le fort niveau de la fécondité et celui de la mortalité expliquent que le poids des jeunes dans la population rurale soit important et ne diminue pas entre 1975 et 2001 (tableau 4). Les moins de 20 ans représentent plus de 50% de la population totale. Le rapport de dépendance est élevé : en 1975, comme en 1993, on compte en milieu rural un individu en âge actif (15-59 ans) pour un non actif (0-14 ans et 60 ans et plus). En 2001, le rapport de dépendance passe sous le seuil de un inactif pour un actif mais l'évolution reste très modeste.

**Tableau 4 : Répartition de la population rurale
par groupe d'âges en 1975, 1993 et 2001**

Rapport de dépendance

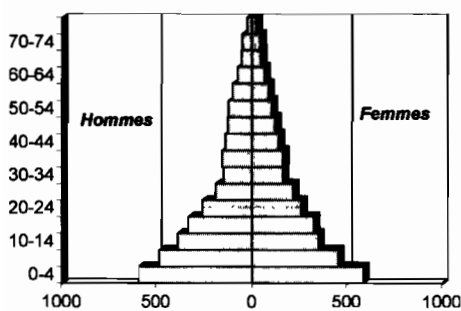
Groupe d'âges	1975	1993	2001
0-9	33,3	33,4	32,9
10-19	21,9	23,5	24,1
20-29	14,4	16,1	14,9
30-39	9,8	11,2	11,1
40-49	8,2	6,4	8,8
50-59	6,4	4,5	4,6
60-69	3,8	3,1	2,4
70 et plus	2,2	1,8	1,2
<i>Total</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>
Rapport de dépendance*	1,03	1,03	0,99

*Rapport entre les effectifs des (0-14 ans et 60 ans et +) et des 15-59 ans

Sources : Recensements de la population, UNDP 2004

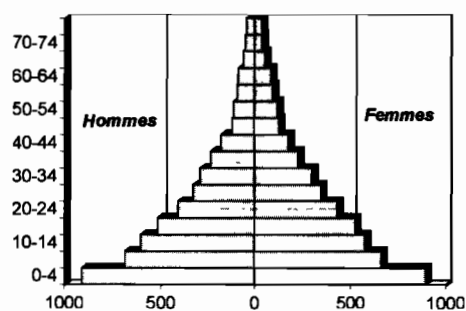
Les pyramides des âges de 1975 et 1993 illustrent bien les caractéristiques démographiques de la population rurale : sa croissance importante entre les deux dates, sa forte fécondité, sa jeunesse, sa forte mortalité et un rapport de masculinité proche de 1 à tous les âges (figures 1 et 2).

**Figure 1 : Pyramide des âges
de la population rurale en 1975
(effectif en milliers)**



Source : recensement de la population, 1975

**Figure 2 : Pyramide des âges
de la population rurale en 1993
(effectif en milliers)**



Source : recensement de la population, 1993

La population rurale est avant tout une population agricole : 83% des actifs travaillent dans l'agriculture en 2001 (UNDP, 2004). Les emplois sont des emplois le plus souvent peu qualifiés et pour la plupart non salariés : moins de 2% des actifs ruraux ont le statut de cadres, 7% sont ouvriers ou employés tandis que 46% sont indépendants (souvent chefs d'exploitation agricole) et 41% sont aides familiales. Les 3% restants sont manœuvres non qualifiés (UNDP, 2004).

Une autre caractéristique socio-économique de la population rurale est son faible niveau d'instruction (tableau 5). Plus de 40% des adultes ne sont jamais allés à l'école et rares sont ceux qui ont pu être scolarisés jusqu'au lycée.

Tableau 5 : Répartition des hommes et des femmes du milieu rural selon le niveau de scolarisation par groupe d'âges en 2001

	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur
<i>Hommes</i>				
6-10 ans	84,1	15,5	0,4	0,0
11-14 ans	52,0	47,8	0,2	0,0
15-17 ans	38,4	56,3	5,3	0,0
18 ans et plus	39,1	49,0	10,2	1,7
<i>Femmes</i>				
6-10 ans	87,1	12,6	0,3	0,0
11-14 ans	51,7	47,8	0,5	0,0
15-17 ans	48,8	48,9	2,3	0,0
18 ans et plus	45,6	46,2	7,4	0,8

Source : INSTAT in UNDP 2004

Actuellement, la population rurale représente encore les trois quarts de la population totale, l'urbanisation du pays est très lente. C'est une population jeune, peu formée et qui occupe des emplois peu qualifiés et massivement dans le secteur agricole. Les ruraux dépendent fortement des ressources naturelles et principalement des ressources foncières, les opportunités d'emplois non agricoles sont peu nombreuses. Cette dépendance à la terre nous ramène à la question de l'occupation de l'espace agricole et de la répartition de la population dans l'île.

4. Une disparité très forte dans la répartition de la population rurale

En 1960, les surfaces cultivées ne représentent que 2,8% de la surface totale de l'île. L'agriculture possède une marge d'extension importante : 8 à 10% du territoire apparaissent en 1960 comme immédiatement utilisables pour l'agriculture (Commissariat Général au Plan, 1962). Un million sept cent mille hectares sont mis en culture pour moins d'un million d'agriculteurs, soit une exploitation moyenne par famille inférieure à deux hectares (Commissariat Général au Plan, 1962). Les surfaces cultivées par exploitation sont donc restreintes malgré la disponibilité apparente des terres au niveau national.

Comme pour la période précédente, l'occupation de l'espace est très variable selon les zones rurales. L'étude de la répartition de la population rurale en 1966 permet de dégager deux grands types de régions : une zone peuplée continue de l'extrême Nord, la Côte Est et les Hautes Terres, et une zone sous peuplée qui s'étend de Tuléar jusqu'au Nord de Mahajanga, couvrant tout l'Ouest.

Cette dichotomie entre zones peuplées et zones sous peuplées perdure jusqu'à aujourd'hui. De 1966 à 2001, la densité nationale augmente de 10,6 à 26,7 habitants au kilomètre carré (tableau 6) mais elle cache toujours de grandes disparités nationales. Tout au long de la période, on observe, d'une part, des zones à forte occupation, telles que les Hautes Terres centrales - la province d'Antananarivo - d'autre part, des zones faiblement peuplées - les provinces de l'Ouest et du Sud. Entre les deux dates, la hiérarchie entre les provinces a été peu bouleversée. Les écarts entre les extrêmes se sont accrus : en 1966, la densité variait de 4,5 à 27 hab./km², en 2001, elle varie de 12 à 79 hab./km². Les provinces de Mahajanga et de Tuléar restent peu densément peuplées.

Tableau 6 : Densité de population par province en 1966, 1975, 1993, 2001
Nombre d'habitants au kilomètre carré

Province	1966	1975	1993	2001*
Antananarivo	27,1	37,2	61,8	78,6
Antsiranana	12,8	13,5	22,2	27,6
Fianarantsoa	15,3	17,6	24,9	32,9
Mahajanga	4,4	5,5	9,1	11,6
Toamasina	14,3	16,4	27,7	36,1
Toliary	5,0	6,4	11,0	13,8
	10,6	12,9	20,8	26,7
<i>Total</i>	<i>10,6</i>	<i>12,9</i>	<i>20,8</i>	<i>26,7</i>

*estimations

Sources : Enquête démographique 1966, recensements de la population 1975 et 1993, INSTAT, 2005

Tableau 7 : Effectif de population par province en 1966, 1975, 1993, 2001
(en milliers)

Province	1966	1975	1993	2001*
Antananarivo	1 580	2 168	3 601	4 581
Antsiranana	550	580	955	1 188
Fianarantsoa	1 565	1 804	2 550	3 366
Mahajanga	665	820	1 365	1 734
Toamasina	1 025	1 180	1 995	2 593
Toliary	815	1 034	1 773	2 229
<i>Total</i>	<i>6 200</i>	<i>7 586</i>	<i>12 239</i>	<i>15 692</i>

Sources : Enquête démographique 1966, recensements de la population 1975 et 1993, INSTAT, 2005

Dans les régions très peuplées, en 1966 comme aujourd'hui, on observe dès la fin des années 1960 des communes rurales qui atteignent des densités supérieures à 100 hab./km² telles les campagnes autour de la ville d'Antananarivo ou celles de Fianarantsoa (Le Bourdieu, 1978). Le système de production est alors plus intensif, basé sur la culture permanente du riz. Dans les années 1970, pour faire face à la pression foncière croissante, certains agriculteurs migrent de l'Est vers l'Ouest, mais la migration ne concerne qu'une partie infime de la population. Les Betsimisaraka et les Tanala, par exemple, ne quittent pas leur région d'origine

malgré la saturation foncière. Les rapports entre les hommes et le milieu naturel forestier sont si étroits que l'émigration dans des régions naturelles différentes impliquerait une rupture difficilement supportable (Raison, 1969). Dans les régions où la taille des exploitations familiales s'est restreinte au fil des héritages et de l'augmentation des densités démographiques, les stratégies des populations ont été diverses et la migration n'est pas la seule solution. La forte densité de population a quelquefois été génératrice d'innovations sociales ou techniques qui ont permis à une population nombreuse de subsister.

L'étude du village de Tsarahonenana, dans la province d'Antananarivo, menée d'abord dans les années 1960 puis dans les années 1990 en est une parfaite illustration. Tsarahonenana est décrit dans les années 1960 comme étant à la limite de sa capacité de charge (Bonnemaison, 1971). Sous la pression démographique, les populations ont eu une double stratégie : une intensification de l'occupation des lieux, d'une part, et une construction territoriale renouvelée, d'autre part (Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa, 2000). L'aménagement des versants des collines, la diversification des cultures, le drainage dans les bas-fonds, l'introduction du repiquage en ligne, les associations de cultures sont quelques-unes des innovations qui ont permis au village de survivre dans une situation de forte croissance démographique.

A l'intérieur de la zone peu peuplée (le grand Ouest) quelques secteurs se distinguent avec des densités de population plus élevées parmi lesquels Sakaraha qui a attiré les planteurs de coton, le Nord Est de Mahajanga où se développent des cultures commerciales (riz dans les plaines de Maraovoay, coton et tabac dans la région de Mampikoly, etc.). A l'inverse, des zones entières restent vides de population.

Quelle que soit la région, l'Est ou l'Ouest, le manque de main-d'œuvre peut être un obstacle au développement agricole. Du semis direct qu'ils pratiquent actuellement, les riziculteurs de la région d'Anjozorobe disent qu'ils « passeront » au repiquage lorsqu'ils seront assez nombreux pour disposer de la main-d'œuvre indispensable à cette technique génératrice de plus hauts rendements (Rakoto Ramiarantsoa, 2005). « La vitalité démographique demeure un élément du système agraire pour mobiliser les stratégies de la meilleure exploitation du sol » (Rakoto Ramiarantsoa, 2005, p.8). Cependant, la disponibilité de la main-d'œuvre ne dépend pas uniquement de variables démographiques : les déficits nutritionnels, les maladies fréquentes, la nécessité de chercher des ressources complémentaires *via* le salariat entraînent une réduction de la main-d'œuvre limitant les rendements actuels et les possibilités d'investir pour le futur (Nambena, 2004).

En l'absence d'innovation technique et sociale, certaines régions peu peuplées ne peuvent ainsi pas accueillir de trop fortes densités de population. Les techniques de production, les facteurs naturels font que le seuil d'équilibre entre population et ressources est vite atteint. Ainsi, dans les années 1970, dans le Moyen Ouest, il faut 5.000 à 7.000 hectares pour assurer la survie de 100 familles dans des exploitations fondées sur l'emboûche des bovins : la densité peut donc varier entre 7 et 14 hab./km² environ (Raison, 1968). De plus, les terres vierges peuvent être difficiles à mettre en valeur par manque d'infrastructures ou de voies de communication mais aussi parce que, même vides, elles peuvent faire l'objet de droits divers et les migrants peuvent être ainsi découragés.

5. L'avenir des populations rurales

Les projections montrent que, compte tenu des caractéristiques démographiques actuelles, la population malgache devrait continuer à augmenter à un rythme rapide. Le scénario le plus vraisemblable prévoit que Madagascar comptera un peu plus de 33 millions d'habitants en 2030 (United Nations, 2004a). Le taux d'urbanisation devrait augmenter régulièrement pour atteindre 40% à cette date. Ce sont donc presque 20 millions d'individus qui résideraient alors en zone rurale (tableau 8).

Tableau 8 : Projections de population 2005-2030 : population totale, population rurale et proportion de population vivant en zone rurale

	Effectif de la population totale (en milliers)	Effectif de la population rurale (en milliers)	Proportion de la population vivant en zone rurale (%)
2005	18 409	13 439	73,0
2010	21 093	15 060	71,4
2015	24.000	16 632	69,3
2020	27 077	18 006	66,5
2025	30 249	19 057	63,0
2030	33 464	19 844	59,3

Sources : *United Nations 2004a, 2004b*

Avec la baisse de la fécondité et la baisse de la mortalité attendues pour les prochaines décennies, la répartition par âge devrait subir des modifications, pourtant la population rurale restera une population jeune et en croissance au-delà de 2030. Face à cette croissance de la population, comment les ruraux vont-ils se comporter ? Les pratiques agricoles et l'occupation de l'espace peuvent-elles être un mode d'adaptation à une densité de population croissante ? Doit-on s'attendre dans les zones où les densités de population vont encore s'accroître à une intensification des cultures ou à une émigration massive des populations ? Doit-on s'attendre à un exode vers les villes ? Inversement, doit-on s'attendre à une arrivée de population et à une mise en valeur des régions jusqu'ici vides malgré leur potentiel économique ? Autant de questions auxquelles il est évidemment difficile de répondre précisément, mais il est possible d'apporter quelques éléments de réflexion de prospective en observant la situation actuelle de Madagascar et l'expérience d'autres pays du Sud.

5.1. La déconnexion entre monde rural et agriculture

Dans les régions où la pression foncière est forte, il est vraisemblable que les plus jeunes se désengagent totalement ou partiellement des activités agricoles. Ne pouvant accéder à la terre, ils vont devoir chercher d'autres sources de revenus : soit ils trouveront des activités localement, dans leur village ou leur région d'origine, soit ils vont migrer vers d'autres zones rurales ou vers les villes. On pourrait d'abord assister à une déconnexion entre le monde rural et l'agriculture par le développement d'activités non agricoles, liées à l'artisanat ou au commerce. Ensuite, si l'activité industrielle et le secteur tertiaire se développent en ville, il pourrait y avoir une possibilité pour ces jeunes ruraux d'accéder à des emplois salariés.

Dans des contextes de pression démographique particulièrement élevée, tels que celui observé au Burundi, on note qu'avec l'augmentation de la pression démographique, le facteur travail devient plus mobile et ce principalement vers des secteurs non agricoles (Degrand et Delon-Vandueren, 1992). Le salariat, les activités commerciales ou artisanales constituent des opportunités particulièrement intéressantes pour le trop plein de main-d'œuvre. C'est dans cet esprit que les autorités malgaches mettent en œuvre des Pôles Intégrés de Croissance (PIC). Ces pôles sont des zones d'activités agro-alimentaires et agro-industrielles qui doivent ouvrir de nouveaux débouchés pour les produits agricoles (*via* la transformation) mais aussi créer des emplois pour le surplus de main-d'œuvre qui peut exister dans certaines zones rurales. Tel est le cas par exemple du PIC d'Antsirabe.

L'accès à des activités salariées, en ville ou à la campagne, nécessite cependant que les jeunes ruraux soient un minimum scolarisés et formés. La formation générale (collège, lycée) doit se développer ainsi que la formation professionnelle pour des secteurs d'activité secondaire et tertiaire mais aussi pour le secteur agricole.

5.2. L'intensification et l'innovation technique

La croissance démographique est souvent vue comme un obstacle au développement, un facteur de pauvreté et de dégradation des ressources naturelles. Il est cependant possible que la contrainte démographique soit un moteur de progrès technologique et donc de développement (Boserup, 1970). Dans des contextes de forte pression sur les ressources, les individus sont acculés à innover, à progresser pour assurer leur survie.

Ce schéma n'est pas généralisable à toutes les zones rurales malgaches mais dans certains contextes, tel que celui de Tsarahonenana cité plus haut, il est envisageable que les fortes densités aient des effets positifs. Il a été montré maintes fois que la croissance démographique induit des changements sur les pratiques agricoles. Dans le cas du Népal, l'étude d'un village au centre du pays conclut que c'est l'ensemble du système de production (culture, élevage et exploitation forestière) qui se modifie avec la croissance de la population (Raynaud, 1996). Les conséquences sont nombreuses sur l'environnement mais aussi en termes de division du travail, de rapports sociaux, etc.

La hausse des prix des produits agricoles et notamment du riz en 2004 est une évolution favorable à l'innovation et à l'intensification. Un prix de vente plus important permet aux agriculteurs de prendre plus de risque quant à la production (Dabat et Razafimandimby, 2005).

5.3. Les migrations de l'Est vers l'Ouest

Les migrations peuvent jouer un rôle important dans la répartition de la population rurale dans un espace national et un rôle important dans le développement de la production agricole. En Côte d'Ivoire, les migrations internes et internationales ont été un élément essentiel de l'économie caféière et cacaoyère (Balac, 2002). L'apport démographique considérable *via* les migrants explique le développement des cultures de rente au cours des années 1970 et 1980. Des zones jusqu'alors enclavées et en marge de l'économie nationale ont connu un boom démographique et économique (Balac, 2002).

Peut-on imaginer des migrations de grande ampleur à Madagascar ? Il est évident que pour la mise en valeur des zones sous-peuplées, il faudra faire appel à la main-d'œuvre immigrée. Toutefois, pour que les migrants soient suffisamment nombreux, il faut que les conditions d'accueil soient bonnes.

Dès les années 1970, l'Etat a tenté d'organiser les migrations vers les régions du Moyen Ouest. Le décret promulgué le 20 juin 1974 portant organisation de la migration avait pour objectif de répartir de façon équilibrée la population pour maîtriser la mise en valeur du territoire et mieux distribuer la terre. Depuis 1990, l'Etat a entrepris des actions en faveur du départ des diplômés urbains qui ont des difficultés à trouver un emploi vers les zones rurales. C'est dans cet esprit qu'en 2000, débute le Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux (PROJER), sous l'égide du Ministère de l'aménagement du territoire et de la ville. Les jeunes sont recrutés par concours, puis formés aux techniques agricoles - la plupart n'ayant aucune connaissance en la matière. Ensuite, l'Etat leur alloue des terres puis les aide pour le financement des semences, des engrais, du matériel agricole. Les nouveaux agriculteurs rencontrent souvent de grandes difficultés à s'insérer dans leur nouveau lieu de vie. Une étude menée sur les migrants installés dans ce cadre dans la région de Tsiroanomandidy montre que sur 260 migrants arrivés entre 1990 et 1997, seuls 17 étaient encore présents dans la zone en 2003

(Ramialiharimanga, 2004). Les jeunes, souvent issus du milieu urbain, ont du mal à s'insérer dans le milieu rural, à accepter les conditions de vie particulièrement difficiles. De plus, ils sont souvent insuffisamment formés aux techniques agricoles. Ensuite, les populations locales ne sont pas toujours favorables à l'arrivée de ces nouveaux agriculteurs et ils sont souvent victimes de conflits fonciers, notamment avec les exploitants agricoles originaires de la région qui revendiquent leurs droits sur la terre (Ramialiharimanga, 2004).

Si l'Etat veut encourager et organiser des migrations vers les zones du Moyen Ouest, il doit pouvoir garantir des conditions optimales : allocation de terres avec un statut foncier sécurisé, encadrement technique de qualité, mise à disposition de matériel agricole, intrants et semences, environnement social et institutionnel attractif (écoles, services de santé) et désenclavement de ces régions par l'ouverture de voies de communication. Seules ces conditions permettront aux migrants potentiels de dépasser les obstacles sociaux, culturels déjà cités tels l'attachement à la terre ancestrale.

Bien évidemment, ces divers scénarios ne sont pas exhaustifs ni exclusifs. L'exemple de l'Indonésie en est une bonne illustration. En 1905, l'île de Java, alors colonie néerlandaise, connaît déjà une densité élevée avec 219 habitants au kilomètre carré, et elle semble dangereusement surpeuplée (Levang, 1994). Les autorités coloniales puis les autorités indonésiennes après l'indépendance vont mener une politique de population et de développement basée sur l'éducation, l'intensification et la migration. Alors que la taille des exploitations agricoles est en moyenne de 1 hectare, entre 1905 et 1941, plus de 200.000 individus migrent vers des « terres sans hommes » (Levang, 1994). Dans les années 1970, l'Indonésie recrute annuellement 100.000 individus pour coloniser les îles peu ou pas peuplées. Toutes les terres étant cultivées à Java, l'extension de l'irrigation était la seule façon d'augmenter la production de riz. Enfin, l'éducation devient une des priorités et en 1990, les trois quarts des ruraux sont alphabétisés (Levang, 1994). Aujourd'hui, la densité de l'île de Java dépasse les 850 habitants au kilomètre carré et l'Indonésie dans son ensemble est autosuffisante en riz. Les densités fortes peuvent créer des opportunités, susciter des innovations techniques, accélérer des changements sociaux favorables au développement à condition que le contexte politique et institutionnel s'y prête.

Conclusion

La croissance démographique du monde rural malgache peut inquiéter : d'environ 2 millions d'habitants en 1900, l'effectif de cette population est passée aujourd'hui à plus de 13 millions. Cependant, l'analyse de l'évolution de la population rurale depuis l'époque précoloniale montre que les campagnes malgaches souffrent plus d'une répartition inégale sur l'espace agricole que d'une surpopulation. Cette répartition est le fruit de l'histoire et le résultat de l'aménagement du territoire malgache qui a du mal à rompre l'isolement de toute sa partie Ouest.

Nous avons montré que, localement, la pression démographique pouvait être bénéfique en poussant les populations à développer des stratégies innovantes en termes de production agricole et d'organisation socio-économique. Si Madagascar veut profiter pleinement de son potentiel agricole, qui est très important, il semble nécessaire certes de mieux répartir sa population mais surtout de mieux former les exploitants agricoles et d'améliorer les conditions de production agricole (techniques agricoles, intrants, sécurisation foncière, etc.) afin de maintenir les exploitants actuels et d'attirer vers les zones peu peuplées de nouveaux ruraux. Ces régions, pour être attirantes et favorables aux migrants, doivent être dotées de voies de communication, d'équipements, d'infrastructures et de services publics.

Bibliographie

- Balac R., 2002, « Dynamiques migratoires et économie de plantation », in Tapinos P., Hugon P., Vimard P. (eds), *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI^e siècle. Défis démographiques et développement durable*, Karthala, pp. 195-231, Paris.
- Bastian G., Groizon H., 1960, *Histoire de Madagascar*, Edition « Tout pour l'Ecole », 118p., Antananarivo.
- BDPA, 1956, *L'Ankaizina – Etudes générales et perspectives de mise en valeur*, Bureau pour le Développement de la Production Agricole Outre-Mer, 413p., Paris.
- Blanc-Pamard, C., Rakoto Ramiarantsoa, H., 2000, *Le terroir et son double. Tsarahonenana 1966-1992, Madagascar*, IRD, Coll. A Travers Champs, 245 p., Paris.
- Bonnemaison J., 1971, *Des riziculteurs d'altitude : Tsarahonenana*. Etudes Rurales, n°37-38-39, pp. 326-344.
- Le Bourdieu F., 1978, *Hommes et paysage du riz à Madagascar- Etude de géographie Humaine*, FTM, 647p., Antananarivo.
- Boserup E., 1970, *Evolution agraire et pression démographique*, Flammarion, 218p., Paris,
- Cahuzac A., 1900, *Essai sur les institutions et le droit malgache*, Librairie Maresq Ainé, Tome 1, Paris.
- Campbell G., 1980, « Labour and the transport problem in imperial Madagascar 1810-1895 », *Journal of African History*, 21, pp. 341-356.
- Campbell G., 1988, « Slavery and fanompoana : the structure of forced labour in Imerina (Madagascar), 1790-1861 », *Journal of African History*, 29, pp. 463-486.
- Campbell G., 1991, « The state and pre-colonial demographic history : the case of nineteenth-century Madagascar », *Journal of African History*, 32, pp. 415-445.
- Chevalier L., 1952, *Madagascar : population et ressources*, Cahiers de l'INED, n°15, 212p., Paris
- Commissariat Général au Plan, 1962, *Economie Malgache – Evolution 1950-1960, République de Madagascar*, 277 p., Antananarivo.
- Dabat M-H, Razafimandimby S., 2005, Crise d'hier, opportunités aujourd'hui, défis pour demain : le cas de la fière riz, Séminaire *Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles*, Centre National de Recherche Appliquée au développement rural – FOFIFA, 6 – 7 décembre 2005, Antananarivo, Madagascar.
- Degrad J., Delon-Vandueren A., 1992, *Burundi : Démographie, agriculture et environnement*, Cahier du Ciped, n°14, 74p., Louvain la Neuve.
- Gendreau F., 1972, « Les centres urbains à Madagascar. Données récentes », *Colloques Internationaux du CNRS*, n°559, pp. 591-609.
- Grandidier A., 1894, « Du sol et du climat de l'île de Madagascar au point de vue de l'agriculture », *Compte rendu des séances de l'Académie des Sciences*, Tome CXVIII.
- Grandidier A., 1920, « Madagascar », *The Geographical Review*, n°4, volume 10, pp. 197-222.
- Harovel J., 1995, *La SFIO et Madagascar 1947*, Paris, L'Harmattan, 286p., Paris.
- INSTAT, 1997, *Recensement général de la population et de l'habitat 1993 – Volume 2 rapport d'analyse – Tome V Migration*, Institut National de la Statistique, 133p., Antananarivo.
- INSTAT, Macro International Inc., 1998, *Madagascar – Enquête nationale démographique 1997*, Institut National de la Statistique, Macro International Inc.
- INSTAT, ORC Macro, 2005, *Madagascar – Enquête nationale démographique 2003-2004*, Institut National de la Statistique, ORC Macro.
- Levang P., 1994, « Indonésie – De la continuité coloniale », *Courrier de la Planète*, n°25, pp. 24-26.
- De Martonne E. 1911, « La densité de la population à Madagascar », *Annales de Géographie*, vol. 20, pp. 77-85.

- Merlin J., Afart B., Riaud J.L., 2003, « L'assistance indigène à Madagascar (1898 – 1950) », *Médecine tropicale*, n°63, pp. 17-21.
- Nambena J., 2004, *Analyse de la subsistance paysanne dans un système de production en crise et identification participative de stratégies durables d'adaptation*, Thèse de doctorat, Heidelberg, 290p.
- Ottino P., 1964, « Les implications techniques et sociales d'une révolution agricole : le cas de la Sakay », *Cahiers de l'Institut de Science économique appliquée*, Vol. V, n°7, pp. 136-195
- Piolet J.B., 1896, *De la colonisation à Madagascar*, Augustin Challamel Editeur, 39p., Paris.
- Rafrezy V., Randretsa I., 1985, *Population de Madagascar – Situation et perspectives d'avenir*, Ministère de la recherche scientifique et technologique pour le développement, 154p., Antananarivo.
- Rakoto Ramiarantsoa H., 2001, *Politique publique et prise en charge des territoires : le local, entre reconnaissance et enjeux. Quelques exemples malgaches*, ICoTEM, 12p., Poitiers.
- Raison J.-P., 1968, « La colonisation des terres neuves intertropicales », *Etudes rurales*, n°31, 115p.
- Raison J.-P., 1969, « Les migrations intérieures », *Atlas de Madagascar*, Planche 30.
- Raison J.-P., 1972, « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne », in *Etudes de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Mouton, pp. 407-425, Paris - La Haye.
- Raison J.-P., 1973, « La colonisation des terres neuves intertropicales d'après les travaux français », *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, vol.X, n°4, pp. 371-403.
- Raison J.-P., 1984, *Les Hautes-Terres de Madagascar*, Editions Karthala, 1286 p., Paris.
- Ramialiharimanga H., 2004, *Contribution à l'insertion des jeunes migrants. Les sites d'Ambararatabe et d'Ambatofotsy dans la région de Tsiroanomandidy*, Mémoire de fin d'études, Ecole de Service Social, 60 p., Antananarivo.
- Raynaud Y., 1996, « Croissance démographique et pratiques agricoles au Népal », in Keyfitz (eds), *Population et environnement dans les pays du Sud*, Karthala – Ceped, pp. 166-176, Paris.
- Razafimanjato J., Randriamanjakosoa J. H., Rabeza V., Rakotondrajaona N., Allman J., 2001, « La situation démographique à Madagascar », *Population*, 56 (4), pp. 657-668.
- Régnard C., 2003, *Crise économique, santé et mortalité à Madagascar*, L'Harmattan, Collection Populations, 297 p., Paris.
- Sandron F., 2007, « La question de la population », in Sandron F. (ed.), *La population réunionnaise. Analyse démographique*, IRD Editions, pp. 7-26, Paris.
- UNDP, 2004, *Rapport national sur le développement humain – Madagascar 2003*, Programme des Nations Unies pour le développement humain, 74p.
- United Nations, 2004a, *World Population Prospect – The 2002 Revision, Volume III, Analytical Report*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- United Nations, 2004b, *World Urbanization Prospect – The 2003 Revision*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

Gastineau Bénédicte, Rakotoson L. (2008)

Population et espace rural

In : Sandron Frédéric (ed.). *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*

Antananarivo (MDG) ; Paris : CITE ; Karthala, p. 147-163

ISBN 978-2-915064-28-5